

## ARRETE :

Article premier. — Sont déclarés admis au concours direct d'accès à l'emploi de secrétaire assistant de Direction, au titre de l'année 2001, les candidats dont les noms suivent :

Mlles TRAORE Natogoman Roselyne ;  
 KOUASSI Amoin Marguerite ;  
 BONI Gnambeh Rosine Pascale ;  
 DAGRI Essey Philomène ;  
 ADJE N'Guessan Valérie ;  
 DIOP Hadidiatou ;  
 OUSSOU Rosine Générosa ;  
 YABRE Assétou ;  
 BROU Amoin Clarisse ;  
 AKRE Sabine Batcho ;  
 YOBOUET Amenan Monique ;  
 GNABELI Marie-Hubertine ;  
 DOGBO Laura Liliane ;  
 KOSSONOU Abenan Yema Thérèse ;  
 DIABY Mariame ;  
 ADJA Youa Rosine ;  
 BOASSIN Joséphine Polléoulou ;  
 KOFFI Danielle Béatrice Irène ;  
 KOUASSI Ahou Yah Constantine ;  
 Mme SETENET, épouse BAMBA Atowony Delphine ;  
 Mlles ZEGA Ablo Martine ;  
 ZOGBO Nathalie Florence ;  
 AHO Attoua Elisabeth ;  
 BOHOUSOU N'Dri Adjoua Marcelline Huène ;  
 AKPE Arachi Bénédicte ;  
 BAN Meuguy Chantal ;  
 DEMI Odile Bey ;  
 GNAMIEN Akissi Ati Olga ;  
 ODEHOURI Lessou Corinne ;  
 Mme TURKSON, épouse KOUASSI Sylvie Jeanne ;  
 Mlles BROU Bah Blandine ;  
 DAMOH Adjibi Marthe ;  
 N'Na Lodja Marguerite ;  
 NEMLIN Olga Marie-Line ;  
 NIANKI Koudouho Sylvie ;  
 Ramatou SIDIBE ;  
 SEDJI Yera Ella ;  
 AKAKOUYO Dago Célestine ;  
 TRAORE Nafoua ;  
 BRISSY Laurence ;  
 KOUAME Adjoa Adèle.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 30 avril 2002.

OULAYE Hubert.

## MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA SANTE ET DE LA SECURITE SOCIALE

*DECRET n° 2002-447 du 16 septembre 2002 portant création, organisation, attributions et fonctionnement du Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme (CNCF/STP).*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Sécurité sociale, du ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances, du ministre délégué chargé de la Santé, du ministre délégué chargé de la Lutte contre le SIDA et du ministre délégué chargé des Affaires sociales et des Handicapés,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2002-398 du 5 août 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2002-441 du 16 septembre 2002 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

### TITRE PREMIER

#### DES DISPOSITIONS GENERALES

##### ARTICLE PREMIER

##### *Définition, Statut*

Il est créé un Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, en abrégé « CNCF/STP ».

Le Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme a pour objet de coordonner la sélection et la mise en œuvre des projets intervenant dans le cadre de la lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.

Le Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme est domicilié à Abidjan.

##### ARTICLE 2

##### *Ressources*

Les ressources du Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme sont constituées par :

- Les allocations de l'Etat ;
- Les ressources du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme ;
- Les appuis des partenaires au Développement ;
- Les dons et legs.

##### ARTICLE 3

##### *Missions*

Le Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme a pour mission principale de fixer et de déterminer les orientations spécifiques pour l'utilisation des ressources mises à sa disposition pour la Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.

Il coordonne et facilite la mise en œuvre des projets qui y sont éligibles. A ce titre, il est spécifiquement chargé :

- De l'organisation des appels à soumission ;
- De la validation des projets sélectionnés ;
- Du suivi général et de l'évaluation des activités soutenues par le Fonds mondial ;
- De la mobilisation des ressources provenant d'autres donateurs ;
- Du suivi de la gestion financière des ressources allouées par le Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.

## TITRE II

### DE L'ORGANISATION DU COMITE NATIONAL DE COORDINATION DU FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

#### ARTICLE 4

##### *Les organes du Comité national de Coordination*

Le Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme s'appuie pour son fonctionnement sur les organes suivants :

- Le Secrétariat technique ;
- Le Groupe technique d'Examen des Projets ;
- Le bénéficiaire principal ;
- L'Administration locale du Fonds ;

##### Section 1. — *De la composition du Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.*

Le Comité de Coordination du Fonds mondial est composé comme suit :

##### *Un président :*

Le ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Sécurité sociale.

##### *Trois vice-présidents :*

- Le ministre délégué chargé de la Santé ;
- Le ministre délégué chargé de la Lutte contre le SIDA ;
- Le ministre délégué chargé des Affaires sociales et des Handicapés.

##### *Des membres :*

Au titre des Institutions publiques :

- Le représentant du Président de l'Assemblée nationale ;
- Le représentant du Président du Conseil économique et social ;
- Le représentant du ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances.

Au titre du Secteur privé :

— Un représentant du Conseil national du Patronat ivoirien (C.N.P.I.) ;

— Un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;

— Un représentant de la Chambre d'Agriculture ;

— Un représentant de la Chambre des Métiers.

Au titre de la Société civile :

— Un représentant du Réseau ivoirien des Personnes vivant avec le VIH (RIP +) ;

— Un représentant de la Fédération des O.N.G. de Lutte contre la Paludisme ;

— Un représentant du collectif des O.N.G. de Lutte contre le SIDA et la Tuberculose en Côte d'Ivoire (COSCI) ;

— Un représentant du Comité national Anti-Tuberculeux ;

— Un représentant du Forum des Confessions religieuses ;

— Un représentant de l'Alliance des Maires contre le SIDA ;

— Deux représentants des Centrales syndicales ;

— Un représentant du Conseil de l'Université de Cocody ;

— Un représentant des Associations de Jeunes ;

— Un représentant de du collectif des chefs traditionnels et Rois de Côte d'Ivoire ;

— Une représentante des Associations de Femmes.

Au titre des partenaires au Développement :

— Un représentant de l'Union européenne ;

— Un représentant de la Coopération Française ;

— Un représentant de la GTZ ;

— Un représentant de l'USAID/SFPS ;

— Un représentant de RETROCI ;

— Un représentant de la Coopération technique Belge ;

— Un représentant de la Coopération Japonaise ;

— Un représentant de la Coopération Canadienne ;

— Un représentant de l'Organisation mondiale de la Santé ;

— Trois représentants du groupe thématique ONUSIDA.

Le Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme peut toutefois faire appel à tout partenaire intervenant dans se réunit tous les domaines du SIDA, de la tuberculose, du paludisme en cas de besoin.

#### ARTICLE 5

##### *Fonctionnement du Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme*

Le Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme se réunit tous les trois mois, et autant de fois que de besoin sur convocation de son président. Les membres ne peuvent valablement délibérer que lorsque le *quorum* est atteint. Ce *quorum* est fixé à la majorité des deux tiers. Les délibérations font l'objet d'un procès-verbal.

Le Comité dispose d'un Secrétariat technique, dont les modalités de fonctionnement sont déterminées par arrêté du ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Sécurité sociale. Président du Comité national de Coordination du Fonds mondial (CNCF/STP).

#### Section 2. — Du Groupe technique d'Examen des Projets.

##### ARTICLE 6

##### *Attributions du Groupe technique d'Examen des Projets*

Le Groupe technique d'Examen des Projets, organe indépendant du Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, est chargé d'examiner la conformité des Projets avec les critères définis par les partenaires assurant leur financement, sur la base des priorités définies par le Plan national de Développement sanitaire (P.N.D.S.), le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (D.S.R.P.) et les plans stratégiques de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.

Il donne un avis consultatif sur les projets et assure par ailleurs un appui technique pour la révision des projets non retenus en vue de leur réexamen.

##### ARTICLE 7

##### *Composition du Groupe technique d'Examen des Projets*

Le Groupe technique d'Examen des projets est constitué d'experts en Santé et en Protection sociale, issus des secteurs public, privé et associatif.

Ces experts sont nommés par le ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Sécurité Sociale pour une période d'un renouvelable une fois, sur Propositions des ministres délégués chargés de la Santé, de la Lutte contre le SIDA, des Affaires sociales et des Handicapés, et des responsables des Organisations non gouvernementales et des partenaires au Développement.

Le Groupe technique peut recourir à toute expertise dans les domaines de la Santé et de la Protection sociale.

##### ARTICLE 8

##### *Fonctionnement du Groupe technique d'Examen des Projets*

Le Groupe technique d'Examen des Projets se réunit une fois tous les trois mois, et autant de fois que de besoin sur convocation du président du Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.

Il adresse des rapports trimestriels, et un rapport annuel d'activités au président du Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.

#### Section 3. — Du Bénéficiaire principal.

##### ARTICLE 9

##### *Attributions du bénéficiaire principal*

Le bénéficiaire principal, membre du Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme est une Institution financière, qui a pour principale mission de recevoir et de centraliser les ressources financières, de les sécuriser, et de leur mettre à la disposition des porteurs de projets.

A ce titre :

— Il reçoit les fonds et effectue les paiements au profit des sous-bénéficiaires (porteurs de projets) ;

— Il supervise, suit et évalue les activités des sous-bénéficiaires ;

— Il élabore les rapports d'exécution des activités financées par le fonds.

Le bénéficiaire principal est co-signataire avec le président du Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme du contrat avec le Fonds mondial.

#### Section 4. — De la représentation du Fonds mondial en Côte d'Ivoire.

##### ARTICLE 10

##### *L'Administration locale du Fonds mondial en Côte d'Ivoire (A.L.F.)*

L'Administration locale du Fonds est le représentant du Fonds mondial en Côte d'Ivoire. Elle est placée sous la responsabilité d'un administrateur local. L'Administration locale du Fonds, organe indépendant, est confiée à un cabinet d'expertise comptable, nommé par le Fonds mondial sur trois propositions présentées par le président du Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre (CNCF/STP).

##### ARTICLE 11

##### *Attributions de l'Administration Locale du Fonds mondial*

L'administrateur du Fonds mondial en Côte d'Ivoire assure :

— L'évaluation de la capacité et du mécanisme d'exécution des projets ;

— La supervision de l'engagement financier et son exécution au nom du Fonds mondial ;

— L'appui au renforcement des capacités de gestion financière et programmatique du bénéficiaire principal.

Il analyse les rapports d'exécution du bénéficiaire principal, et donne un avis sur toutes les propositions de tirages ou de décaissements présentées au Fonds mondial.

L'Administration locale du Fonds mondial en Côte d'Ivoire adresse pour information copie de ses rapports au ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Sécurité sociale, président du Comité national de Coordination du Fonds mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.

#### TITRE III

#### DISPOSITION FINALES

##### ARTICLE 12

Le ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Sécurité sociale, le ministre délégué chargé des Affaires sociales et des Handicapés, le ministre délégué chargé de la Santé, le ministre délégué chargé de la Lutte contre le SIDA, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 16 septembre 2002.

Laurent GBAGBO